Art. 7. — Les règles et méthodes générales d'élaboration, de révision et de mise à jour des codes, nomenclatures, fichiers et concepts statistiques sont fixées par les dispositions du présent décret législatif et complétées et précisées en tant que de besoin par voie réglementaire après avis du conseil national de la statistique.

Art. 8. — L'information statistique élaborée par les services de l'Etat ou ayant bénéficié de l'enregistrement statistique relève du domaine public.

A ce titre et sous réserve des dispositions de l'article 28 ci-dessous, elle est accessible à tout demandeur selon des modalités définies après avis du conseil national de la statistique par voie réglementaire.

Art. 9. — Sans préjudice des procédures juridictionnelles et administratives, la rétention de l'information statistique réputée publique, peut faire l'objet pour son obtention d'un premier recours auprès du conseil national de la statistique visé à l'article 12 ci-dessous.

CHAPITRE II

DE L'ORGANISATION DU SYSTEME STATISTIQUE

Art. 10. — Le système d'information statistique est constitué des organes chargés de la production, de la gestion et de la coordination de l'activité statistique ainsi que des instruments et procédures normalisés qui lui sont nécessaires.

Art. 11. — Les organes de production et de coordination du système d'information statistique sont notamment :

- un conseil national de la statistique,
- une institution centrale des statistiques,
- des services statistiques des administrations et de collectivités territoriales,
- des organes publics et privés spécialisés, dont les instituts de sondage statistiques.

Section 1

Le conseil national de la statistique

Art. 12. — Il est créé un conseil national de la statistique, par abréviation C.N.S. chargé :

- de formuler des avis et recommandations sur la politique nationale d'information statistique définie par le Gouvernement,
- d'établir et de proposer un programme comprenant les enquêtes et travaux statistiques prévus pour l'année et susceptibles de bénéficier de l'enregistrement statistique, le programme et les modalités d'exécution, sont arrêtés par le ministre chargé de la statistique,

— de veiller, dans le cadre du programme national statistique arrêté par le Gouvernement à la prise en charge correcte par les organes du système statistique tels que définis à l'article 11 ci-dessus, des besoins en informations statistiques des principaux utilisateurs,

— d'élaborer un code de déontologie en veillant à assurer la garantie effective du secret statistique, le respect de l'obligation statistique et l'utilisation de méthodes scientifiquement prouvées,

— de participer à l'élaboration de la réglementation relative à l'information statistique, notamment à partir de la formulation d'avis.

Art. 13. — Pour la mise en œuvre des dispositions des articles 5, 6 et 7 ci-dessus, les organes du système d'information statistique définis à l'article 11 ci-dessus doivent se conformer aux avis et recommandations du conseil national de statistique, notamment en matière de nomenclature et codifications statistiques.

Art. 14. — Le conseil national de la statistique, regroupe en son sein des représentants dûment mandatés :

- de l'administration et institutions publiques,
- des associations à caractère syndical et professionnel,
- des associations à caractère scientifique, culturel, économique et social,
- de l'université,

et de personnalités reconnues pour leur compétence en la matière ou l'intérêt qu'ils portent aux questions d'ordre économique et social.

Le nombre, la qualité et le mode de désignation des membres du conseil national de la statistique seront fondés sur des critères de savoir faire technique et d'expérience approfondis, dans les domaines de la vie économique et sociale.

Les dispositions du présent article seront précisées par voie réglementaire qui déterminera en même temps le mode de fonctionnement du Conseil.

Art. 15. — Le conseil national de la statistique est présidé par le ministre chargé de la statistique ou son représentant.

Art. 16. — Le secrétariat du conseil national de la statistique est assuré par l'institution centrale des statistiques, visée aux articles 11 et 17 du présent décret législatif.

Section 2

L'institution centrale des statistiques

Art. 17. — L'institution centrale des statistiques, visée à l'article 11 ci-dessus, est un établissement public national, doté de prérogatives et de moyens de service public. Il aura notamment pour fonction :